
Histoire. Classes terminales.

ATTENTION : CETTE COLLECTION EST TEMPORAIREMENT INDISPONIBLE À LA CONSULTATION. MERCI DE VOTRE COMPRÉHENSION

Numéro d'inventaire : 1998.00944

Auteur(s) : Marie-Françoise Cenat

Yves Denois

Richard Dubreuil

Type de document : livre scolaire

Éditeur : Istra / Casteilla (Paris)

Imprimeur : Aubin, Ligugé / Poitiers

Description : broché, couverture souple illustrée bleu et noir

Mesures : hauteur : 270 mm ; largeur : 188 mm

Notes : Ouvrage sous dir Wagret (Paul) / © 1989 - Éditions Casteilla, 25 rue Monge, Paris / Prog de 1989.

Mots-clés : Histoire et mythologie

Filière : Lycée et collège classique et moderne

Niveau : Terminale

Autres descriptions : Langue : Français

Nombre de pages : 384

ill.

ill. en coul.

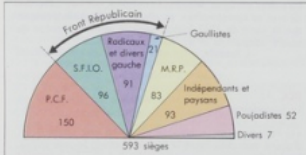


DOC. 16 Ministre Guy Mollet (1^{er} février 1956) : de gauche à droite, P. Mendès France, le président de la République René Coty, G. Mollet, F. Mitterrand.

DOC. 17 Le 6 février de Guy Mollet

« Guy Mollet est allé à Alger, le 6 février 1956, sans préparation. Il a découvert soudain une réalité qui l'a stupéfié. « C'est incroyable, disait-il au retour, à l'É.D.F. d'Alger, où il y a une majorité de communistes et où 90 % des voix aux élections pour la Sécurité sociale vont à la C.G.T., on a proclamé la grève pour l'Algérie Française ; tout le monde a fait grève. » Il n'en revenait pas d'avoir trouvé en face de lui, non quelques gros colons, ceux qu'il avait dénoncés dans les meetings, mais une masse de coiffeurs, de garçons de café, de petites vieilles, de retraités, de tramontans, de gens modestes qu'on avait affolés pour qu'ils réclament le maintien du régime colonial. »

Pierre Mendès France, « Choix », Stock



DOC. 18 L'Assemblée Nationale élue le 2 janvier 1956.

DOC. 19 Un aspect de la « bataille d'Alger » : un militaire muni d'un détecteur d'explosifs - la « poêle à frire » - inspecte un état de fruits et légumes dans la Casbah.



• Une politique européenne avec le vote du projet Euratom (coopération européenne en matière d'énergie atomique) et la signature du traité de Rome (25 mars 1957) qui fonde le Marché Commun. Voir chap. 16.

• Une politique coloniale libérale - sauf en Algérie - l'accession à l'indépendance (chap. 6) de la Tunisie et du Maroc (mars 1956) et l'adoption de la loi-cadre Defferre (ministre de la France d'Outre-mer) : cette loi dote chaque territoire d'Afrique noire d'une Assemblée locale qui désigne un Conseil de gouvernement ; c'est une étape décisive sur le chemin de l'autonomie politique. Mais, sur le moment, la portée de cette politique est masquée par l'aggravation de la situation en Algérie.

4. L'enlèvement en Algérie

■ Le retournement de février 1956. G. Mollet veut mettre fin à « une guerre absurde et sans issue » par une politique de réformes. Il remplace J. Soustelle, partisan de la lutte pour « l'Algérie Française », par un libéral, le général Catroux. Les Européens craignent d'être abandonnés. Ainsi, G. Mollet est accueilli à Alger, le 6 février 1956, par de violentes manifestations et des jets de tomates. Cédant devant les exigences des pieds-noirs, G. Mollet change de politique et se rallie de plus en plus à des mesures de force. Catroux est remplacé par un socialiste « à poigne », Robert Lacoste. Le gouvernement définit une politique en trois étapes : cessez-le-feu, élections libres en Algérie, négociations. Comme le F.L.N. veut que soit reconnu le préalable de l'indépendance, il est impossible de s'entendre et la seule issue paraît être la victoire militaire.

■ L'enfoncement dans la guerre. Pour renforcer la lutte, le gouvernement obtient de l'Assemblée Nationale le vote de la loi sur les « pouvoirs spéciaux » (12 mars 1956) : des réservistes sont rappelés, le contingent est envoyé en Algérie, la durée du service militaire est prolongée de 18 à 30 mois. En 1957, 900 000 soldats servent en Algérie.

L'Armée, surtout les unités spécialisées (parachutistes, Légion étrangère) joue un rôle de plus en plus important ; contrôles, « quadrillage » des campagnes pour débusquer les *fellaghas*, action psychologique et sociale auprès des populations indigènes (scolarisation, soins médicaux...) pour les gagner à la cause française. Devant l'aggravation du terrorisme à Alger, les parachutistes du général Massu reçoivent des pouvoirs de police : c'est la « bataille d'Alger » (janvier-septembre 1957) qui s'avère un succès, mais au cours de laquelle on utilise la torture pour arracher des renseignements.

L'armée prend même des initiatives importantes sans en référer au gouvernement. En octobre 1956, elle détourne un avion transportant des dirigeants du F.L.N., dont Ben Bella. En février 1958, usant du droit de poursuite, elle bombarde une base du F.L.N. située en Tunisie, le village de Sakhet-Sidi-Youssef (69 morts dont 21 enfants). La Tunisie en appelle à l'O.N.U. où la France se trouve mise en accusation.

Malgré le recul du terrorisme urbain, les résultats sont finalement médiocres car beaucoup de musulmans, exposés à la terreur du F.L.N. (assassinat de ceux d'entre eux qui soutiennent la France) et aux procédés utilisés par les Français (« ratonnades » ou violences faisant suite aux attentats) se rallient de gré ou de force au F.L.N. Celui-ci se dote d'une plate-forme et d'une direction politique au congrès *landestin* de la Soummam (en Kabylie, août 1956).

5. Les conséquences de la guerre d'Algérie

Elles révèlent l'impuissance de la IV^e République.

■ Dans le domaine international, la France, critiquée à l'O.N.U. par les pays arabes, se trouve en mauvaise posture. L'expédition de Suez (chap. 5), montée par le gouvernement Mollet contre l'Égypte qui soutient le F.L.N., aboutit à un total échec diplomatique.

■ Dans le domaine financier, les dépenses dues à la guerre creusent le déficit budgétaire et relancent l'inflation en 1956-1957 ; la France doit demander des crédits aux États-Unis.

■ L'opinion est divisée. La droite, indignée par les violences du F.L.N. et sensible au sort des Européens d'Algérie, approuve la politique de fermeté ; les partisans de l'Algérie Française s'organisent autour de Jacques Soustelle et Georges Bidault. En face, des hommes de gauche, intellectuels (Jean-Paul Sartre), chrétiens progressistes (François Mauriac), jeunes, réprochent l'usage de la torture et exigent la paix immédiate. Si la quasi-totalité des pieds-noirs sont opposés à toute idée d'abandon, les métropolitains deviennent plus hésitants : en général, ils ne souhaitent pas la sécession de l'Algérie ; mais surtout, ils ne veulent pas le prolongement d'une guerre coûteuse qui mobilise la jeunesse de France.

■ Le gouvernement parvient très difficilement à imposer son autorité à l'Armée, de plus en plus indépendante. La majorité de gauche qui soutenait Guy Mollet se désagrège : des ministres énoncent des critiques ; deux d'entre eux, Mendès France (hôte aux pouvoirs spéciaux) et Alain Savary, choqué par le détournement de l'avion de Ben



DOC. 20 L'Algérie (1954-1962).

Les activistes : ces champions de l'Algérie française exigent un « gouvernement de salut public ». Ils ont à leur tête des hommes comme le colon Robert Maréchal, le catholique jacobin Joseph Ortiz, l'étudiant Pierre Lagarde.

DOC. 21 L'esprit d'indépendance de l'armée en 1958

« La France possède actuellement une armée fort belle, qui se bat presque sans interruption depuis la libération. Qu'on lui donne les moyens, qu'on lui laisse surtout la liberté de le faire, elle se fait fort de vaincre ; ce n'est pas l'ennemi qu'elle redoute, mais sur ses arrières, l'ennemi rampant de ceux qu'elle suspecte, dans leur lassitude, de mettre fin à la guerre algérienne au prix de concessions jugées inacceptables et surtout humiliantes pour les combattants. [...] Les officiers ne peuvent voir qu'avec méfiance les politiciens de Paris avoir le dernier mot dans les grandes décisions à prendre. A leur côté, certaines troupes de choc, les fameux parachutistes, sont, par vocation elles aussi, toujours prêtes au baroud ou à la bagarre, développant, par leur spécialisation même, certains traits des troupes de métier. [...] Sur les bords, sur la frange de pareille armée, il était inévitable que se manifestât à la longue une indépendance susceptible de friser l'indiscipline. Paris était loin, le lieu du combat était proche, comment ces combattants n'eussent-ils pas été amenés à prendre des initiatives dépassant leurs instructions ? »

A. Siegfried, « L'année politique », 1958